



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° IC-22-080
PORTANT ABROGATION DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MESURES D'URGENCE
N° IC-22-028 DU 29 AVRIL 2022 ET IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES
COMPLÉMENTAIRES**

SOCIÉTÉ CENERGY À SAINT-OUEN-L'AUMÔNE

**LE PRÉFET DU VAL-D'OISE
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 511-1, L. 512-20 et R. 181-45 ;

Vu le décret du Président de la République en date du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République en date du 16 septembre 2022 nommant Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du 7 novembre 2008 modifié par l'arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire n° IC-21-083 du 27 août 2021 réglementant les installations classées exploitées par la société CENERGY - 1, rue du Gros Murger sur le territoire de la SAINT-OUEN-L'AUMÔNE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-22-028 du 29 avril 2022 prescrivant des mesures d'urgence à la société CENERGY ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 22-135 du 19 septembre 2022 donnant délégation de signature à Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise ;

Vu les rapports établis par la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France les 29 avril 2022, 9 juin 2022 et 6 octobre 2022 ;

Vu le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 30 septembre 2022 présentant les modifications du site proposées, en lien avec l'analyse du retour d'expérience de l'incendie du 28 avril 2022 et comprenant des dispositions matérielles projetées pour relancer l'exploitation de la chaudière biomasse et de ses annexes ;

Vu l'avis favorable rendu par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), réuni en séance le 20 octobre 2022 ;

Vu le courrier préfectoral du 24 octobre 2022 adressant le projet d'arrêté à l'exploitant et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

Vu le courriel de la société CENERGY du 26 octobre 2022 indiquant n'avoir aucune observation à émettre sur le projet d'arrêté transmis par courrier susvisé ;

Considérant l'incendie qui s'est déclaré le 28 avril 2022 sur le site de la société CENERGY à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE, dans la ligne d'approvisionnement de la chaudière biomasse ;

Considérant l'analyse du retour d'expérience, suite à l'incendie survenu le 28 avril 2022, et la déclinaison en mesures et modifications opérationnelles proposée par l'exploitant ;

Considérant la mise à jour du Plan d'Opérations Internes (POI) de septembre 2022 qui tient compte du retour d'expérience suite à l'incendie du 28 avril 2022 ;

Considérant les impacts limités des modifications envisagées par l'exploitant sur les plans environnemental et sanitaire ;

Considérant que les éléments transmis par l'exploitant permettent de considérer que sa demande ne constitue pas une modification relevant d'une procédure d'évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas ;

Considérant qu'il convient, compte-tenu de ce qui précède, de porter abrogation de l'arrêté préfectoral n° IC-22-028 du 29 avril 2022 prescrivant des mesures d'urgence à la société CENERGY et d'imposer des prescriptions techniques complémentaires ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1er : Abrogation de l'arrêté de mesures d'urgence

L'arrêté n° IC-22-028 du 29 avril 2022 prescrivant des mesures d'urgence à la société CENERGY est abrogé.

Article 2 : Respect des prescriptions

La société CENERGY est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté, pour ses installations sises 1, rue du Gros Murger à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs sauf si les prescriptions du présent arrêté sont plus contraignantes.

Article 3 : Permanence humaine

Le quatrième paragraphe du chapitre 8.6.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire n° IC-21-083 du 27 août 2021 est supprimé et remplacé par le paragraphe suivant ainsi rédigé :

« L'exploitation de la chaufferie biomasse et de ses annexes n'est pas admise sans présence humaine. Celle-ci doit permettre d'assurer de manière immédiate :

- Les rondes de contrôles (avec l'appui de la supervision, des alarmes incendie, des caméras thermiques, détection d'étincelles, et sondes de températures) ;

- En cas d'incendie, la mise en place des premières mesures d'urgences (appel des pompiers, ouverture des accès et manœuvre des vannes de barrages isolant le site) ;

- Préparer l'accueil des secours.

L'exploitation des générateurs de gaz sans surveillance humaine permanente est admise.

Dans ce cas, une télésurveillance des installations est assurée, et les installations de la chaufferie sont sous auto-contrôle relié à une permanence en capacité de faire appel à du personnel qualifié, lui-même en capacité d'intervenir rapidement sur le site, en moins de 30 minutes.

L'intervalle maximal entre 2 tests périodiques de contrôle est de 72 heures. »

Article 4 : Le chapitre 9.1.2 de l'annexe technique de l'arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire n° IC-21-083 du 27 août 2021 est supprimé et remplacé par le chapitre suivant ainsi rédigé :

« 9.1.2 Convoyage et stockage de la biomasse – Rubrique 1532 (D)

L'arrêté ministériel de prescriptions générales du 5 décembre 2016 susvisé s'applique aux installations.

La trémie d'alimentation du transporteur à bande de biomasse comporte une coupure physique entre la trémie et le transporteur (extracteur par exemple).

Une rampe d'arrosage est disposée en partie haute du silo et tout le long du convoyeur à bande reliant la trémie de chargement jusqu'au bas de la « ZZ Belt » (convoyeur élévateur), afin d'éviter toute propagation d'un incendie.

Trois trappes de dimensions 1m X 2,4m sont réalisées dans la paroi du silo afin d'en permettre la vidange.

Les moyens mobiles nécessaires à la vidange du silo (pelles mécanique, camions aspirateur, chargeuse pour manutention bois jusqu'à la zone de stockage, micro-pelle) sont disponibles et opérationnels sur le site sous 2 heures.

Le dispositif de vidange du silo est testé avant le 1^{er} novembre 2022. L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la date de réalisation de ce test. Il fait l'objet d'un compte-rendu adressé à l'inspection des installations classées. Il donne lieu, en tant que de besoin, à une mise à jour du POI et des procédures internes y faisant référence afin de prendre en compte le retour d'expérience.

Le stockage de biomasse est exploité de sorte que le combustible stocké en premier est utilisé en premier.

L'exploitant établit un programme de maintenance et de suivi des installations comprenant notamment :

- un nettoyage hebdomadaire visant à éviter l'accumulation de poussières (à cet effet est disponible en permanence sur le site une mini centrale d'aspiration centralisée manuelle) ;
- des consignes spécifiques décrivant les actions et les fréquences associées.

La traçabilité de ces actions de nettoyage est assurée par la tenue d'un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 5 : Moyens d'extinction supplémentaires

Les moyens prévus au chapitre 8.7.3 de l'annexe technique de l'arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire n°IC-21-083 du 27 août 2021 sont complétés par les moyens ci-après :

- Colonne sèche montante sur le silo de 4 000 m³ ;
- Sprinklage au niveau du nouveau convoyeur à bande jusqu'à la « ZZ BELT » (convoyeur élévateur) ;
- Colonne de déluge brumisante, alimentant 10 buses localisées en haut du silo de 4 000 m³ en eau et additif associé.

Article 6 : Dispositifs de détection

Les moyens cités dans le chapitre 8.4.4 de l'annexe technique de l'arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire n°IC-21-083 du 27 août 2021 sont complétés par les moyens ci-après :

- . Les dispositifs de détection comprennent notamment :
 - cinq caméras thermiques, localisées respectivement en haut du silo de 4 000 m³, en sortie des cribles 1 et 2, et au niveau des convoyeurs après les quais de dépotage ;
 - une sonde de température au-dessus du silo de 4 000 m³ ;
 - une détection d'étincelles dans les trémies amont et aval au crible 2.

Ces moyens de détection sont reportés sur la télésurveillance.

Article 7 : Stockage de la biomasse

Le chapitre 5.1.3 de l'annexe technique de l'arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire n° IC-21-083 du 27 août 2021 est complété par l'alinéa suivant ainsi rédigé :

« L'exploitant prévoit une zone de stockage biomasse afin de collecter le bois extrait d'un silo en cas d'incendie. Cette zone doit pouvoir être atteinte via le canon incendie du site. »

Article 8 : En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 9 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE et peut y être consultée,

- un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE pendant une durée minimum d'un mois ; le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Val-d'Oise,

- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 10 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95 027 – Cergy-Pontoise Cedex :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,

- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Article 11 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le

- 2 NOV. 2022

Le préfet,

Pour le Préfet,
La secrétaire générale

Laetitia CESARI-GIORDANI

